



**PRÉFÈTE
DE LA LOIRE**

Liberté
Égalité
Fraternité

**Direction départementale
de la protection des populations
Service Environnement et Prévention des Risques**

COURRIER ARRIVÉE

UD LHL

Le **9 SEP. 2022**

DREAL

AUVERGNE - RHÔNE-ALPES

*W 4
12/09*
**Arrêté n°419/DDPP/22 portant mise en demeure
au titre de la réglementation des installations classées
pour la protection de l'environnement**

**La préfète de la Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU le Code de l'environnement et notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

VU le décret du 29 juillet 2020 nommant madame Catherine SÉGUIN, préfète de la Loire ;

VU l'arrêté préfectoral n° 22-127 du 12 juillet 2022 portant délégation permanente de signature à M. Dominique SCHUFFENECKER, sous-préfet de Saint-Etienne, secrétaire général de la préfecture de la Loire ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation modifié délivré le 2 avril 1999 à la société RECYCLAGE DECHETS SERVICES (RDS) pour l'exploitation d'un centre de tri et de transit de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de L'Horme à l'adresse La Péronnière 8, rue de la Libération, concernant les rubriques 2713, 2714, 2791 et 2794 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'article 4.6.1 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 2 avril 1999 susvisé qui dispose que « les dispositions appropriées sont prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident de fonctionnement se produisant dans l'enceinte de l'établissement, déversement de matières qui par leurs caractéristiques et quantités émises seraient susceptibles d'entraîner des conséquences notables sur le milieu récepteur » ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement en date du 7 juin 2022, établi à la suite d'une inspection réalisée sur site le 22 mars 2022, constatant un manquement aux dispositions de l'article 4.6.1 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 2 avril 1999 susvisé ;

VU la transmission du projet d'arrêté préfectoral à l'exploitant le 19 juillet 2022 ;

VU les observations de l'exploitant, suite à la notification du projet d'arrêté préfectoral portant mise en demeure, formulées par courrier en date du 28 juillet 2022 ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 22 mars 2022, l'inspecteur des installations classées a constaté les faits suivants :

- L'exploitant ne dispose pas de bassin de confinement des eaux d'extinction d'incendie, et met en œuvre de manière transitoire des mesures compensatoires visant à répondre à la prescription précitée ;
- Lesdites mesures compensatoires transitoires mises en œuvre consistent en un confinement des eaux d'extinction d'incendie éventuelles par le biais du positionnement d'obturateurs mobiles gonflés et positionnés manuellement aux trois points de rejets des effluents aqueux, ainsi qu'en une montée en charge du réseau chargé de véhiculer ces mêmes effluents ;
- Les moyens prévus par l'exploitant apparaissent insuffisants pour pouvoir confiner de manière efficace et robuste des eaux d'extinction issues d'un éventuel incendie ; en particulier :

- Le volume de rétention disponible avec la stratégie de confinement transitoire des eaux d'extinction d'incendie actuellement poursuivie (montée en charge du réseau) n'est pas déterminé ;
- L'étanchéité du réseau de collecte n'est pas contrôlée ;
- Les obturateurs, au jour de la visite, sont en nombre trop faible et insuffisamment contrôlés et entretenus ;
- Aucune procédure explicitant les modalités de mise en place de ces obturateurs n'est formalisée ;
- Les points de rejet pertinents pour la mise en place de ces obturateurs ne sont pas repérés de manière documentaire ou physiquement.

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 4.6.1 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 2 avril 1999 susvisé ;

Considérant que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où l'absence de moyen robuste de confinement des eaux d'extinction incendie peut conduire à un déversement accidentel dans le milieu récepteur et occasionner une pollution de celui-ci ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société RDS de respecter les prescriptions de l'article 4.6.1 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 2 avril 1999 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la LOIRE,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er}.-La société RDS, exploitant un centre de tri et de transit de déchets non dangereux sis La Péronnière 8, rue de la Libération, sur la commune de L'Horme, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 4.6.1 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 2 avril 1999 susvisé en :

- transmettant un avant-projet de mise en conformité de l'établissement avec la prescription précitée, assorti d'un échéancier raisonnable planifiant notamment la réalisation des principales étapes nécessaires, dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- transmettant un programme détaillé de mise en conformité de l'établissement avec la prescription précitée, incluant les caractéristiques précises du système de confinement retenu justifiées au regard des caractéristiques du site, assorti d'un échéancier compatible avec l'alinéa suivant, dans un délai de 8 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- mettant en place un moyen robuste de confinement des eaux d'extinction incendie, qui seraient dans le cas contraire susceptibles d'être déversées dans le milieu récepteur, dans un délai de 16 mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 171-8 II du Code de l'environnement susvisé.

ARTICLE 3 :

Conformément aux dispositions de l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Ce recours contentieux peut être déposé par écrit auprès de la juridiction ou au moyen de l'application www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

ARTICLE 4 :

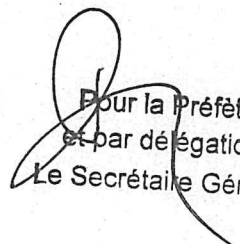
Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Loire pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 5 :

Le secrétaire général de la Préfecture de la Loire, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé de l'inspection des installations classées et le maire de L'Horme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité, adressé à la direction départementale de la protection des populations – service environnement et prévention des risques.

Fait à Saint-Etienne, le

- 5 SEP. 2022


Pour la Préfète
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Dominique SCHUFFENECKER

copie adressée à :

- Société RECYCLAGE DECHETS SERVICES (RDS)
La Péronnière
8, rue de la Libération
42152 L'Horme
- Mairie de L'HORME
- DREAL UID 42/43
- Archives
- Chrono

